

# Situation et perspectives économiques au Canada et dans le monde

---

## **Greig Birchfield**

*Division de la statistique sur les minéraux  
et sur l'activité minière*

*Téléphone : (613) 992-1470*

*Courriel : grbirchf@nrcan.gc.ca*

**L**a croissance de l'économie canadienne se poursuit à un rythme vigoureux. Le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 4,5 % en 1999 et pour l'exercice financier se terminant au deuxième trimestre de l'an 2000, le taux de croissance s'est accéléré et a atteint 5,3 %. La croissance économique est bien équilibrée grâce aux investissements des entreprises, aux dépenses des consommateurs et au commerce des marchandises. En dépit de cette très forte croissance, l'inflation est toujours contenue. Elle devrait ralentir au Canada au cours du deuxième semestre de l'an 2000 et en 2001, traduisant le resserrement de la politique monétaire de l'année précédente, le ralentissement de l'économie américaine, la forte hausse des prix de l'énergie et une dette à la consommation élevée. En l'an 2000, le PIB réel devrait s'accroître de quelque 4,7 %, puis descendre juste au-dessus de 3 % en 2001, taux pouvant être maintenu sans alimenter l'inflation. En 2001, le taux de l'inflation sous-jacente, à l'exclusion des secteurs de l'alimentation et de l'énergie, devrait connaître une légère hausse pour se cantonner dans la fourchette-cible fixée par la Banque du Canada, soit entre 1 % et 3 %.

Depuis plusieurs années, le Canada enregistre un faible taux d'inflation; il était en moyenne de 1,4 % de 1997 à 1999. Au cours des dix premiers mois de l'an 2000, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté modérément, atteignant en moyenne environ 2,6 %. Cependant, le taux d'inflation sous-jacente est demeuré remarquablement stable jusqu'à présent, se situant en moyenne à 1,5 %, soit le même taux inscrit au cours des trois dernières années. En l'an 2000, l'indice moyen de l'ensemble des prix à la consommation devrait s'établir à 2,7 %; il devrait demeurer à peu près à ce niveau en 2001.

Le taux d'escompte, fixé par la Banque du Canada, s'élevait à 4,75 % en octobre 1999. Deux augmentations successives de 25 et de 50 points de base l'ont porté à 6 % en mai 2000. Depuis novembre, il demeurait inchangé. Ces augmentations ont suivi de près celles enregistrées aux États-Unis, le Canada tout

comme les États-Unis s'efforçant (avec succès jusqu'à présent) de ralentir leurs économies à des niveaux admissibles tout en évitant une flambée inflationniste. Divers facteurs indiquent que les économies des deux pays sont actuellement au ralenti. Tout en restant vigilant et en maintenant un léger resserrement, par mesure de précaution, la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine ne devraient pas augmenter leurs taux à court terme. À la fin de 2001, ceux-ci devraient même baisser légèrement.

Même si les transactions courantes ont été excédentaires, le taux d'inflation est demeuré faible et la situation financière s'est améliorée au Canada, le dollar canadien a été déprécié par rapport à la devise américaine. Il a débuté l'année à 69 cents américains (cUS), mais vers la mi-novembre, il oscillait autour de 65 cUS. Cette dépréciation traduit la vigueur de la devise américaine plutôt que la faiblesse du dollar canadien. La devise canadienne a perdu moins de terrain face à la devise américaine que toutes les autres principales devises. Compte tenu des facteurs économiques fondamentaux du Canada, de nombreux experts sont d'avis que le dollar canadien devrait connaître au moins un léger rétablissement par rapport à la devise américaine et une vigueur soutenue comparativement aux autres devises.

Bien qu'on assiste à un endettement record des consommateurs (la créance hypothécaire, en particulier, dont le niveau correspond à environ 100 % du revenu personnel disponible), les frais de service de la dette publique sont relativement bas. Par conséquent, les dépenses des consommateurs devraient s'accroître de quelque 3,7 % en l'an 2000 avant de descendre jusqu'à environ 3 % en 2001 lorsque les biens durables sensibles aux taux d'intérêt diminueront. La croissance de l'emploi qui sera de l'ordre de 2,5 % en 2001, la croissance du revenu disponible réel des particuliers sans doute de 3 % et un allègement fiscal consenti par les gouvernements provinciaux et fédéral devraient permettre de soutenir le niveau des dépenses des consommateurs. La Société canadienne d'hypothèque et de logement prévoit que les mises en chantier s'élèveront à près de 155 000 unités en l'an 2000 et progresseront jusqu'à environ 161 000 en 2001; elles n'étaient que de 149 968 unités en 1999. En octobre, les mises en chantier ont progressé, franchissant un taux annuel de 164 800 unités comparativement à 157 100 en septembre. Cependant, selon certains indicateurs, celles-ci plafonneraient alors

que l'augmentation des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie, alliée aux bas prix des actifs, commence à affecter le marché.

Les faibles coûts financiers ont contribué d'une manière importante à inciter les entreprises canadiennes à investir dans la machinerie, en particulier dans l'équipement de haute technologie tel que les ordinateurs. Les investissements des entreprises ont augmenté de 15,6 % en 1999 et devraient atteindre près de 20 % en l'an 2000. Ce rythme ne sera sans doute pas maintenu en 2001. Cependant, les bénéfices croissants des sociétés, les taux élevés d'utilisation des capacités, les faibles frais d'emprunts et l'adoption de nouvelles technologies constituent des facteurs qui devraient maintenir les dépenses d'investissement des entreprises en bonne santé. Dans la mesure où les investissements dans l'équipement de pointe ou dans la technologie de l'information appuieront la croissance de la productivité, l'investissement des entreprises devrait contribuer à améliorer la tenue de la productivité et, par conséquent, à atténuer les pressions inflationnistes.

Alors que le niveau des exportations et des importations a augmenté en août (le dernier mois pour lequel des données sont disponibles), l'excédent de la balance commerciale a atteint quatre milliards de dollars. Rien n'indique pour ainsi dire qu'un ralentissement de l'économie américaine affecte actuellement le secteur du commerce des marchandises bien que la diminution des mises en chantier aux États-Unis commence à nuire au secteur forestier. Le principal facteur qui a contribué à la hausse de la valeur des exportations a été la croissance du volume des exportations quoique la hausse des prix de l'énergie y ait également participé. Selon les données disponibles en août, l'excédent de la balance commerciale devrait être de l'ordre de 38 milliards de dollars en l'an 2000. Cet excédent devrait contribuer à améliorer le solde actuel qui devrait être supérieur à 14 milliards de dollars en l'an 2000, alors que la balance avait accusé un solde négatif de 3,8 milliards de dollars en 1999.

En octobre, les emplois à temps plein ont progressé de 51 700 au Canada, ce qui porte le nombre de création d'emplois à temps plein à 261 000 au cours des dix premiers mois de l'an 2000. Les emplois à temps partiel ont diminué de 30 500, alors que l'augmentation nette du nombre d'emplois se chiffre à 20 200. En dépit d'une augmentation énergétique du nombre d'emplois en octobre, le taux de chômage, qui était de 6,8 % en septembre, est grimpé à 6,9 % bien que la population active ait progressé jusqu'à 34 800 personnes. Le taux de chômage a diminué de façon continue au Canada, au cours des dernières années. Il est passé de 9,1 % en 1997 à 7,6 % en 1999 et à 6,8 % (en moyenne) au cours des dix premiers mois de l'an 2000. L'emploi devrait connaître une croissance modérée, mais l'augmentation prévue de la population active devrait vraisemblablement faire baisser légèrement le taux de chômage qui avoisinera 6,5 %.

Le ralentissement prévu de l'économie américaine semble s'être mis en branle. Alors que le PIB réel avait enregistré un taux de croissance de 4,2 % en 1999, l'économie américaine s'est redressée soudainement à un rythme de 5 %, au cours du premier semestre de l'an 2000 (de 5,6 %, au cours du deuxième trimestre). Selon les résultats provisoires émis par le Department of Commerce des États-Unis pour le troisième trimestre, l'économie n'a connu qu'un taux annuel de croissance de 2,7 %, soit moins de la moitié du taux inscrit au trimestre précédent. Ce ralentissement de la croissance a été plus rapide que ne l'avaient prévu les prévisionnistes et semble indiquer que la politique pratiquée par la Réserve fédérale américaine en matière de taux d'intérêt a atteint le résultat escompté, soit de ralentir l'économie américaine afin de maintenir un rythme non inflationniste. Entre juin 1999 et mai 2000, la Réserve fédérale américaine a augmenté les taux homologués de collecte de fonds de 4,75 % à 6,5 %. Les autres facteurs influant sur la baisse du taux de croissance sont les suivants : les prix élevés des ressources énergétiques, la mollesse des marchés des actions et la fermeté du dollar américain. Certains facteurs apparus à la fin de l'an 2000 sont susceptibles de faire ralentir davantage l'économie, notamment la montée en flèche des prix du pétrole, des nouvelles décevantes concernant les bénéfices des entreprises et l'effondrement du rendement des marchés boursiers. En l'an 2000, la croissance réelle devrait avoisiner 5 %; elle devrait connaître un ralentissement en 2001, pour descendre à environ 3 %, alors que la hausse des taux d'intérêt et la fermeté du dollar américain continuent à exercer leur influence sur l'économie.

Aux États-Unis, l'inflation a augmenté légèrement au cours de l'année dernière, passant de 2,2 % en 1999 pour atteindre un niveau sans doute juste au-dessus de 3 % en l'an 2000. Les dépenses modérées des consommateurs en 2001, alliées à l'investissement ferme des entreprises, devraient permettre de contenir les pressions inflationnistes. Les bénéfices des entreprises vont vraisemblablement régresser de l'an 2000 à 2001 alors que l'augmentation des coûts des facteurs de production, conjuguée à la fixation de prix compétitifs et à une devise américaine forte, produit son effet. Il se peut que cette situation va porter les entreprises à embaucher moins, ce qui allégera le marché restreint de la main-d'oeuvre. En octobre, le taux de chômage était de 3,9 %, soit le même qu'en septembre. Il devrait se hisser, en moyenne, à quelque 4 % en l'an 2000 et progresser légèrement jusqu'à environ 4,2 % l'année suivante.

Une forte demande intérieure et une balance commerciale déficitaire ont aggravé le déficit des comptes qui a accusé 420 milliards de dollars annualisés au cours du deuxième trimestre de l'an 2000 et le PIB, un taux record de 4,3 %. Pour afficher un déficit des transactions courantes, des capitaux étrangers doivent être investis aux États-Unis. La demande accrue d'actifs libellés aux États-Unis a entraîné une hausse

de la devise américaine par rapport à la plupart des principales devises étrangères. Dans la mesure où ces investissements prennent la forme de capitaux, tout signe indiquant que la valeur de ces capitaux pourrait se stabiliser serait susceptible de modifier l'attitude des investisseurs à l'extérieur des États-Unis, ce qui engendrerait une dépréciation de la devise et constituerait une source potentielle de pressions inflationnistes.

La plupart des régions dans le monde jouissent d'une croissance plus forte que l'année précédente et l'an 2000 s'annonce comme étant la meilleure de la décennie avec une croissance qui s'élèvera vraisemblablement à 4,5 % comparativement à 2,5 % en 1998, période qui a vu poindre la crise financière affectant les marchés naissants. Comme l'an 2000 devrait marquer l'apogée du cycle de redressement actuel, la croissance de l'économie mondiale devrait être modérée en 2001 et osciller entre 3,5 et 4 %.

Les économies nord-américaines devraient demeurer parmi les plus fortes du Groupe des Sept, en l'an 2000. Cependant, la zone euro connaît une forte reprise qui a provoqué une croissance rigoureuse de l'emploi. Bien que la devise européenne se soit dégradée par rapport à la devise américaine, les principales économies de la zone euro, notamment celles de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, devraient atteindre, en l'an 2000, leur taux de croissance le plus élevé en presque une décennie. La Banque centrale européenne devrait encore augmenter ses taux d'intérêt afin de soutenir l'euro et de restreindre les éventuelles pressions inflationnistes attribuables à la hausse des prix de l'énergie et à la dépréciation de la devise. La baisse des taux d'impôt sur le revenu des particuliers et des impôts sur les sociétés en 2001 devrait soutenir la croissance économique.

Au Japon, l'économie a enregistré une croissance au cours de deux trimestres consécutifs durant le premier semestre de l'an 2000, ce qui indique que celle-ci suit une pente ascendante. Bien que la production industrielle et les investissements des entreprises aient augmenté cette année, la restructuration des entreprises, du système financier et de l'industrie continuera à entraver les perspectives de croissance au Japon. Les taux de chômage d'environ 4,9 % inscrits récemment côtoient les taux historiques les plus élevés jamais enregistrés. Le dépôt de bilan de plusieurs entreprises et l'état précaire des dépenses publiques ont ébranlé la confiance des japonais. En outre, le déficit budgétaire correspond à presque 10 % du PIB. Compte tenu de ces facteurs économiques, la croissance n'atteindra probablement pas 2 % au Japon, cette année ou en 2001.

Les marchés naissants bénéficient de plusieurs facteurs positifs. L'économie de la Chine a connu une croissance supérieure à 8 % au premier semestre de l'an 2000. La Malaisie, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan ont bénéficié d'une croissance économique spectaculaire dans le domaine de la technologie de

l'information. En Indonésie, les incertitudes politiques ont fait obstacle à la mise en œuvre de réformes économiques et financières indispensables. Dans son ensemble, la croissance économique des pays asiatiques, à l'exception du Japon, devrait se hisser à 6,6 % en l'an 2000, puis ralentir quelque peu pour s'établir à 6,2 % en 2001.

Les situations fiscales et les comptes courants de nombreux producteurs de pétrole présents sur les marchés naissants, en particulier les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ainsi que le Mexique et la Russie, se sont considérablement améliorés. Le Mexique (ainsi que le Brésil) a également tiré avantage des fortes économies des pays nord-américains. Le taux de croissance du Mexique devrait sans aucun doute atteindre 5,5 % en l'an 2000, puis s'abaisser à 4,4 % en 2001. L'Amérique latine devrait connaître des taux de croissance supérieurs à 4 %, en l'an 2000 et 2001.

*Remarque : Les présentes données sont les plus récentes au 10 novembre 2000.*

Sources : Banque Toronto-Dominion, *Quarterly Economic Outlook*, septembre 2000; Banque Royale du Canada, *Economic Outlook*, automne de l'an 2000; Banque Toronto-Dominion, *Comment on August Merchandise Trade*; Statistique Canada, *L'observateur économique canadien*, octobre 2000; articles de journaux sur la situation économique et les perspectives au Canada et dans les différentes régions du monde.